

### LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

MESURE MODIFICATIVE PRÉVOYANT L'AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DU CANADA AU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET À LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

**L'hon. Robert K. Andras (au nom du ministre des Finances)** propose: Que le bill C-18, tendant à modifier la loi sur les accords de Bretton Woods, dont le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a fait rapport sans propositions d'amendement, soit agréé.

(La motion est adoptée.)

**M. Andras (au nom du ministre des Finances)** propose: Que le bill soit lu pour la 3<sup>e</sup> fois et adopté.

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, nous avons espéré que le bill C-5 serait appelé avant le bill C-18. Car mon honorable ami de York-Simcoe, critique financière de l'opposition officielle, avait annoncé son intention de nous faire part de ses observations à cette étape du bill. Il espérait que le ministre serait ici, mais il a été retenu à une autre séance. Quoi qu'il en soit, je m'efforcerai d'assurer le remplacement de mon mieux, comme je l'ai déjà fait dans le passé.

A ma connaissance, personne à la Chambre, pas même les spécialistes qui conseillent le ministre, ne peut prétendre avoir une notion pas trop confuse de l'ensemble du bill. Jamais les relations financières internationales n'ont été si compliquées. L'un après l'autre les pays tombent en difficultés, adhérents au Fonds monétaire comme les autres. Nous en sommes un exemple classique. Nous nous vantons d'appartenir au club. Nous payons notre cotisation, mais nous nous dérobon quand il s'agit d'exécuter les obligations majeures. Au lieu de conserver la parité avec les autres devises, et spécialement avec la monnaie de réserve qu'est le dollar américain, comme la loi l'exige, nous laissons flotter notre monnaie depuis, je pense, 1970. C'est peut-être excellent pour certains, mais il y en a encore ici quelques-uns qui se rappellent la guerre à outrance qui a précédé la Seconde guerre mondiale sur les marchés monétaires internationaux: une dévaluation n'attendait pas l'autre, c'était à qui avalerait son voisin. Cela a tellement ébranlé les fondements du système, suscité tant de réactions nationalistes protectionnistes que la Seconde guerre mondiale a fini par éclater. Car cela y a contribué. Elle aussi a été un symptôme de l'état intenable des relations financières internationales qui avaient précédé.

Considérons l'accord initial de Bretton Woods, celui de 1944, puis la révision de 1964 ou 1965. Nous étudions actuellement au Canada le troisième stade officiel, et je remarque que le gouvernement français par exemple proteste vivement contre la forme dans laquelle on nous le propose actuellement. Et nous constatons que tel et tel autre pays dévaluent leur monnaie, et pas nécessairement dans le cadre du Fonds monétaire international. A mon avis, tout cela est assez inquiétant.

● (2040)

On espère que les droits de tirage spéciaux atténueront les pressions qui s'exercent sur le dollar américain en tant que monnaie de réserve efficace s'appuyant sur l'or. La livre sterling a été relativement stable par le passé. Au tout début de l'accord de Bretton Woods, je me souviens qu'il fallait \$4.75, en monnaie canadienne, pour acheter une livre sterling, à l'époque où j'étais étudiant à Oxford, en 1947-1948. Aujourd'hui,

### *Accords de Bretton Woods*

il faut à peu près \$1.75 pour acheter une livre sterling. Les deux monnaies ont été fortement dévaluées par l'inflation, bien que l'on se demande quelle monnaie ne l'a pas été. Certaines même n'existent plus par rapport à leur valeur d'origine.

Certains pays considèrent les droits de tirage spéciaux, inaugurés il y a environ trois ans et destinés à jouer dorénavant un rôle beaucoup plus grand en vertu de cet accord, comme un autre moyen de se remplir les poches. Nombre d'entre nous voient cette perspective avec inquiétude. Nous ne nous inquiétons pas particulièrement de voir les pays industrialisés faire plus pour les pays sous-développés. Négliger les obligations de l'homme à l'égard de ses semblables reviendrait simplement à se cacher la tête dans le sable. Je ne pense pas qu'on puisse le faire en accordant des droits spéciaux aux pays sous-développés ou à ceux qui participent, côté sud, aux conférences Nord-Sud, car il s'agit en fait d'un fonds de réserve au sein du FMI.

A l'instar de mon collègue de York-Simcoe, j'espère que nous pourrons en savoir plus sur les activités du Compte du fonds des changes et de ses rapports avec nos partenaires commerciaux. On semble vouloir faire le secret autour de ces activités, ce qui n'est pas le cas dans un certain nombre d'autres pays où les transactions du Fonds du change étranger par la Banque du Canada sont devenues une sorte de vache sacrée intouchable. Nous ne sommes intervenus sur le marché international que lorsque la Banque ou le gouvernement ont daigné périodiquement divulguer des renseignements dans les termes les plus prudents possibles.

Ces derniers temps, le dollar canadien a été soumis à de fortes pressions. Je reproche au gouvernement de n'avoir pas dit pourquoi aux Canadiens en termes simples, de sorte que l'on n'ait pas besoin de devenir un banquier international ni expert sur le marché des devises étrangères pour comprendre pourquoi, il y a quelques mois, la valeur d'échange du dollar canadien est passée à \$1.04, menaçant de monter encore davantage, et qu'elle est maintenant retombée à 94c. Je suppose que si l'on présentait un billet de un dollar canadien à une banque de Detroit, on vous en donnerait encore moins.

Les Américains se réjouissent sans doute de venir au Canada en pensant que leur dollar vaut \$1.06, et qu'ils en obtiendront effectivement \$1.06 en argent canadien. Mais dans le cas opposé, nos amis américains se rétractent et nous disent qu'ils ne veulent pas de notre argent. Même si notre dollar valait \$5 américains, ils n'en voudraient pas. Ils prétendent ne l'échanger qu'à la valeur de 90c., et c'est à prendre ou à laisser. Plus on se trouve au sud de la frontière plus les choses s'enveniment. On est parfois obligé de renoncer, et d'accepter de changer le dollar canadien bien au-dessous de sa valeur.

J'aimerais demander instamment, au nom de tous les députés de la Chambre, au ministre des Finances (M. Macdonald) comme à la Banque du Canada de se montrer plus énergiques dans les décisions qu'ils prennent au FMI. Nous ne sommes pas des petits saints et les Canadiens sont assez intelligents pour comprendre. Les financiers devraient pouvoir nous dire ce qui se passe. Ensuite ils prendront les mesures nécessaires pour soit améliorer les choses soit nous protéger contre des pertes inutiles, ce qui viendra aider notre économie globale.